



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

transports aériens

Question écrite n° 2922

Texte de la question

M. Renaud Muselier appelle l'attention de M. le secrétaire d'État chargé des transports sur la prise en charge des personnes tétraplégiques à bord des avions. Un grand nombre de compagnies aériennes de pays limitrophes de la France dispose d'un service de réservation afin d'accueillir ces personnes à mobilité réduite ne pouvant elles-mêmes attacher ou détacher leur ceinture de sécurité ou utiliser leur masque à oxygène. Un comparatif a été fait par une association s'occupant de personnes handicapées en prenant compte la même durée de vol (d'une durée maximum de trois heures trente). La compagnie aérienne française est manifestement très en retard dans les services proposés dans ce domaine. En conséquence, il lui demande ce qui est prévu pour faciliter le transport de ces personnes.

Texte de la réponse

Le transport aérien doit pouvoir offrir aux personnes handicapées ou à mobilité réduite des possibilités de voyager comparables à celles dont disposent les autres citoyens, tout en respectant un cadre réglementaire strict, destiné à garantir leur propre sécurité ainsi que celle des autres personnes transportées. Les instances européennes s'intéressent de près aux droits des passagers aériens en général, et de ceux des personnes handicapées ou à mobilité réduite en particulier. Dans ce cadre, le règlement européen n° 1107/2006, adopté le 5 juillet 2006, a constitué une nouvelle avancée. S'appliquant en deux temps, il a prévu, dès juillet 2007, que les compagnies aériennes, leurs agents ou les organisateurs de voyages ne pouvaient plus refuser une réservation ou un embarquement à une personne handicapée ou à mobilité réduite en raison de son handicap, sauf pour des motifs de sécurité. Depuis le 26 juillet 2008, il garantit à toute personne handicapée qui s'est signalée 48 heures à l'avance, une assistance gratuite adaptée, dans tous les aéroports de l'Union européenne et à bord des avions, à charge pour les aéroports et les compagnies d'organiser cette assistance. Le Gouvernement français, tout comme les services de la Commission européenne avec lesquels il coopère, suit avec un intérêt tout particulier la bonne mise en oeuvre de ce règlement. En France, deux entités administratives en sont spécialement chargées. D'une part, la sous-direction du tourisme, au sein du ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, intervient auprès des organisateurs de voyages ; d'autre part, la mission du droit des passagers, au sein de la Direction générale de l'aviation civile (DGAC), intervient auprès des exploitants d'aéroports et des compagnies aériennes. Sans attendre la mise en oeuvre effective de ce règlement, un important travail d'information et de sensibilisation avait été réalisé auprès des représentants de passagers, aéroports, compagnies et organisateurs de voyages, visant à faire connaître les futurs droits et obligations des différentes parties. Aujourd'hui, le travail se poursuit avec les organisations professionnelles du transport aérien et des aéroports. Encore récemment, à l'occasion d'une séance du conseil national de la qualité en aéroport, la DGAC a ainsi demandé à la profession de préparer un bilan des difficultés rencontrées. Enfin, par décret du 22 décembre 2008, la France a instauré un régime de sanctions administratives à l'encontre des aéroports, compagnies ou organisateurs de voyages qui ne respecteraient pas les obligations du règlement. Ces amendes peuvent atteindre 7 500 euros, voire 15 000 euros en cas de récidive dans un délai d'un an. Nonobstant ces avancées réelles, des difficultés persistent au plan technique quant à l'hétérogénéité des procédures

d'exploitation mises en oeuvre au sein de chaque compagnie aérienne. À ce titre, pour le transport des passagers handicapés et à mobilité réduite, le règlement européen n° 812008 du 11 décembre 2007, fixant les règles techniques et procédures administratives applicables au transport aérien commercial, s'en tient à des principes très généraux pouvant donner lieu à diverses interprétations. Pour remédier à cette situation, la France travaille en étroite collaboration avec les instances européennes et les professionnels du transport aérien. La conférence européenne de l'aviation civile a ainsi élaboré un nombre important de recommandations. Un document sera prochainement publié, qui devrait aider les personnels des compagnies à mieux appréhender les niveaux d'autonomie ou d'assistance requis par les personnes handicapées, et donc à limiter les refus d'embarquement ou exigences d'accompagnants non justifiés. Par ailleurs, l'agence européenne de la sécurité aérienne a récemment lancé une étude pour déterminer, notamment, si la présence de passagers handicapés et à mobilité réduite pouvait présenter un risque au moment de l'évacuation d'urgence d'un avion. Les résultats de cette étude devraient être présentés d'ici la fin 2009 à la Commission européenne qui pourra alors décider s'il y a lieu de compléter le cadre réglementaire existant.

Données clés

Auteur : [M. Renaud Muselier](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (5^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 2922

Rubrique : Handicapés

Ministère interrogé : Transports

Ministère attributaire : Transports

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 14 août 2007, page 5269

Réponse publiée le : 19 janvier 2010, page 650